



Madame la Secrétaire d'Etat,

Un avion civil, affrété par l'agence européenne chargée de la surveillance des frontières (Frontex), rapatriant une trentaine de ressortissants congolais en situation illégale a quitté l'aéroport militaire de Melsbroeck ce dimanche. Parmi ces personnes vingt seraient en séjour irrégulier en Belgique, dix proviendraient d'Irlande, trois de France et une d'Allemagne. Selon la presse nationale ces expulsions concerneraient également une femme enceinte et plusieurs opposants politiques.

Si je ne doute pas que cette opération a été menée dans le respect des normes en vigueur concernant l'accès et l'éloignement du territoire, je m'interroge toutefois sur l'opportunité d'expulser des personnes vers la République Démocratique du Congo.

De nombreuses organisations internationales font état d'une situation d'instabilité inquiétante dans le pays. Si bien que le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a décidé d'y installer une force d'entretien et de maintien de la paix de plus de 17 000 soldats, la MONUSCO, à coup de plusieurs milliards de dollars par mois. Décision qui sera prochainement renforcée par l'envoi de troupes combattantes suite à la rébellion du M23.

Madame la Secrétaire d'Etat,

-

Pouvez-vous m'informer sur les circonstances de cette opération d'expulsion : nombre de personnes expulsées ? Origine ? Situation de séjour ?

-

Dans le contexte budgétaire difficile auquel nous avons à faire face, pouvez-vous m'indiquer le coût de l'opération ? Est-elle entièrement à charge de l'Etat belge ?

-

Des précautions ont-elles été prises afin d'assurer la sécurité de ces personnes dans le pays d'origine ? Avez-vous reçu les garanties qu'elles ne subiront pas des mesures de représailles de la part des autorités du pays ou des rebelles qui contrôlent leur région d'origine ?

-

Enfin, ne pensez-vous que la crise qui touche l'Afrique centrale actuellement justifie la mise en place d'un moratoire sur les expulsions vers les pays de cette région ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Bertin Mampaka

Sénateur cdH